

Une rédaction d'Alterpresse ... Une publication du Collectif Haïti de France

avec le soutien de la Fokal

N°987

24 novembre 2010

- **Ombres et inquiétudes pour le scrutin du 28 novembre en Haïti**
- **Risques de stigmatisation en Haïti et en République Dominicaine avec l'expansion de la bactérie du choléra**
- **Une plateforme de mouvements sociaux recommande l'environnement et la protection de la vie comme priorité du gouvernement à venir**

>> Ombres et inquiétudes pour le scrutin du 28 novembre en Haïti.

Une multiplication d'actes de violence (dont la mort de plusieurs personnes au cours d'affrontements entre partisans et candidats) et des menaces émaillant le processus depuis octobre, de nouvelles nominations suspectes au sein de l'appareil électoral pour la supervision du vote, soupçons de mainmise de l'Exécutif pour d'éventuelles magouilles, fraudes et activités de favoritisme pour les prétendants officiels, absence d'un programme véritable d'éducation civique expliquant le mode de votation, listes électorales non pertinentes, peu de considérations pour les revendications fondamentales des secteurs productifs, aucune velléité de réponses aux défis posés par les conséquences du tremblement de terre du 12 janvier : ce sont, entre autres, plusieurs manquements qui pourraient affecter le bon déroulement, voire la participation au scrutin présidentiel et législatif, prévu pour ce dimanche 28 novembre 2010 en Haïti, considèrent des analystes.

Environ 4,5 millions d'électrices et d'électeurs potentiels sont appelés à choisir 1 présidente ou 1 président parmi 19 prétendants, 11 sièges de sénateurs sur 96 candidates et candidats, ainsi que 99 sièges sur 816 postulantes et postulants à la chambre de députés, dans un scrutin mettant aux prises 66 regroupements et partis politiques.

Davantage d'investissements en ressources humaines et financières semblent avoir été consacrées pour l'observation électorale du processus, pour lequel 11 mille bureaux de vote sont installés et 14 millions de bulletins imprimés.

Des résultats préliminaires devraient être annoncés le 7 décembre prochain et la déclaration finale des résultats définitifs faite le 20 décembre, laissant l'opportunité à des candidats de déposer des plaintes le cas échéant.

Outre des spots dans les différents médias, les 931 candidates et candidats ont déployé divers moyens (affiches et bill-boards, meetings publics notamment en province, diffusion de messages de sensibilisation à travers des véhicules mobiles, y compris des cortèges de motocyclettes) en vue d'attirer le suffrage des électrices et électeurs, dans un contexte marqué par une expansion territoriale de l'épidémie de choléra, des manifestations violentes contre l'absentéisme gouvernemental et contre la force onusienne dans le pays, et par une impopularité grandissante des tenants du pouvoir.

« Le processus électoral suit son cours, le gouvernement et la vaste majorité des candidats sont déterminés à ce que ces élections se déroulent comme prévu le 28

novembre », malgré des incidents violents, des manifestations en partie politiquement motivées et une série de difficultés structurelles, déclarait, le mardi 23 novembre, le chef civil de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), le guatémaltèque Edmond Mulet.

L'Union européenne (Ue), qui met sur le compte de la frustration et d'un manque de communication les démonstrations de rue anti-Minustah, déroulées dans différents départements géographiques du pays la semaine dernière, ne voit aucun obstacle à la tenue du scrutin de dimanche.

« C'est vrai que les gens pourraient avoir peur de se rassembler (...). Mais il faudrait informer la population que ce n'est pas parce qu'on est ensemble dans un endroit en train de faire la file qu'on va attraper le choléra », indiquait le 22 novembre la cheffe de la délégation de l'Ue en Haïti, Lut Faber.

Pour sa part, l'ambassade américaine à Port-au-Prince, qui n'identifie aucun bénéfice dans un probable report du scrutin du 28 novembre, exhorte les Haïtiennes et Haïtiens à se rendre aux urnes dimanche.

Dans un communiqué, le Conseil électoral provisoire (Cep) « déplore les actes de violence et appelle instamment tous les secteurs de la vie nationale, les partis politiques, les autorités judiciaires et policières en particulier, à collaborer en posant des actions claires, concrètes, et proportionnelles en vue de rétablir un climat stable, calme et serein, nécessaire à l'organisation des élections ».

Beaucoup de personnes ne pourront pas retirer à temps leurs cartes d'identification nationale (Cin), susceptibles de leur permettre de voter.

Aucun éclaircissement n'est encore donné sur un écart statistique de plus 70 mille inscrits entre le chiffre (4 565 000) publié sur le site de l'office national d'identification (Oni) et celui potentiel (4 694 961) recensé par le Cep.

Sur le terrain, les résultats d'un sondage du Bureau de recherches en informatique et en développement (Brides), rendu public début novembre, placent en première position, au premier tour de la présidentielle, la candidate du rassemblement des démocrates nationaux progressistes (Rdnp), Mirlande Hyppolite Manigat, 70 ans, qui obtiendrait 30% d'opinions favorables contre 21% au candidat officiel Jude Célestin, dans les intentions de vote.

>> Risques de stigmatisation en Haïti et République Dominicaine avec l'expansion de la bactérie du choléra

À la fin de novembre 2010, environ 2 000 personnes seraient décédées de l'épidémie de choléra, qui sévit en Haïti depuis le mardi 19 octobre, tandis que 70 000 cas d'infection auraient été recensés, selon le coordonnateur humanitaire de l'Onu en Haïti, Nigel Fisher.

Le dernier bilan, établi par le ministère de la santé publique et de la population (MSP), fait plutôt état de 1 415 morts et 60 240 cas d'infection.

13 décès ont été enregistrés au Pénitencier national (Port-au-Prince / Ouest), 4 à la prison de Mirebalais, 1 à celle de Hinche (Nord-Est), et 1 autre à Saint Marc (Nord). 50 autres détenus, atteints par le choléra dans ces mêmes départements, reçoivent des soins à l'intérieur des centres de détention.

Les données des autorités sanitaires haïtiennes indiquent que les départements des Nippes et de la Grande Anse (Sud-Ouest) sont épargnés par la maladie.

Cependant, le nombre de foyers de contagion aurait augmenté également, d'après les experts.

Plus de 200 000 personnes pourraient être contaminées dans les trois prochains mois, craint l'organisation panaméricaine de la santé.

Sur le terrain, de nouveaux modes de comportement sont constatés depuis l'apparition de la maladie. Plusieurs nationaux évitent de se donner la main et ont peur de consommer les produits locaux, comme le riz de l'Artibonite, les fruits de mer, les fruits, légumes et vivres des exploitations agricoles, au profit des produits agricoles importés.

«La stigmatisation du choléra est lourde de conséquences pour les productrices et producteurs locaux, au même titre que pour les travailleuses et travailleurs du secteur informel, en particulier, les petites marchandes ambulantes de repas, de même que l'écrasante majorité de petites gens qui réalisent leur gagne pain dans les rues», relève une plateforme de réseaux d'organisations paysannes, de femmes, de jeunes, d'écologistes à travers différents départements géographiques d'Haïti.

>> Une plateforme de mouvements sociaux recommande l'environnement et la protection de la vie comme priorités du gouvernement à venir.

L'environnement et la protection de la vie des individus devraient être les priorités de tout gouvernement en Haïti, déclare une plateforme de réseaux sociaux haïtiens à quelques jours de la tenue du Forum Alternatif de Cancun, du 29 novembre au 10 décembre 2010.

Le plan d'investissement agricole du gouvernement est inadéquat, parce qu'il ne prend pas en compte «des éléments importants, comme la réforme agraire intégrale, la valorisation de la production nationale et les mécanismes de protection de cette production», lit-on dans une note de la campagne pour l'éradication de la faim (Kanpay Kaba Grangou).

Cette campagne est conduite par un ensemble d'organisations et réseaux, dont des mouvements paysans comme l'Association des Paysans de Vallée (Apv), Tèt Kole (Union des petits paysans haïtiens) et la coordination régionale des organisations du Sud-Est (Croze).

La polémique autour de l'implication des casques bleus dans l'apparition de la maladie en Haïti continue d'alimenter les débats à travers les médias.

La semaine dernière, 4 morts et une vingtaine de blessés ont été enregistrés lors d'une vague de protestations contre présence de la Minustah dans le pays.

Entre-temps, en République Dominicaine, tout semble indiquer que le choléra offre un terreau pour la stigmatisation des ressortissants haïtiens.

Certaines des dispositions gouvernementales dominicaines, comme l'arrêt temporaire de l'embauche de la main d'œuvre haïtienne dans les secteurs du tourisme et de la construction, visent directement les migrants haïtiens.

La maladie pourrait se convertir en un autre motif de stigmatisation contre les migrants haïtiens qui sont déjà accusés par les ultranationalistes dominicains d'être à l'origine de tous les maux connus par le pays voisin dont la pauvreté, le VIH Sida, le sous-développement...

En outre, les ultranationalistes dominicains profitent du moindre prétexte pour passer à l'attaque avec leur lourde artillerie : «trop d'haïtiens dans notre pays», «ils sont partout dans notre pays», «c'est une invasion pacifique haïtienne», «ils prennent nos emplois», «ils nous apportent tous leurs maux : misère, maladies, insalubrité, coutumes africaines sataniques», «ils sont une charge sociale »...

Le choléra, considéré comme maladie de la pauvreté, pourrait devenir une nouvelle étiquette collée aux migrants haïtiens.

À l'instar de leur condition de «sans papier», la situation actuelle de présumé «porteur de choléra» peut être instrumentalisée par les employeurs dominicains à des fins de discrimination, d'exploitation et d'abus de toute sorte, quand on connaît déjà la vulnérabilité des travailleurs migrants haïtiens dans le pays voisin.

Les différentes organisations de la campagne pour l'éradication de la faim se sont réunies du 16 au 19 novembre derniers à Croix des Bouquets (Ouest) pour discuter sur les problèmes liés aux phénomènes naturels, aux élections ainsi que sur le type de refondation nationale.

Lors du forum alternatif de Cancun, il s'agira pour elles de promouvoir une lutte sociale contre les changements climatiques qui éprouvent le pays déjà aux prises avec des problèmes socio-politiques.

Elles entendent également défendre, au cours du forum, un modèle de développement axé sur la protection de l'environnement et de la vie des individus, et une agriculture sans organisme génétiquement modifié (Ogm) ni agrocarburant.

La coopération Sud-Sud ainsi que la solidarité entre les Haïtiens après le 12 janvier seront également mis en avant.

